

Sommaire :

Editorial

Politique :

Du fonctionnarisme républicain
.....page 2

Léonarda : quand le sentimentalisme
bafoue le Droit.....page 3

Le bal des faux-culs.....page 4 et 5

Economie

L'Épargne, l'ultime cible
fiscale.....page 6

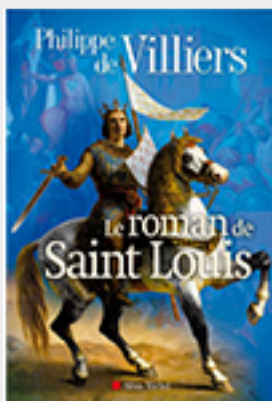
Société

Estrela, la pierre qui a fait dérailler
le genre.....page 7

Idées d'AF

Approche holiste du nationalisme
maurassien.....page 8

Le Livre du Mois



Exécutif, échecs et débâcle

Essayer de définir un axe de conduite de l'actuel gouvernement s'avère rapidement plus complexe qu'il n'y paraît. Voguant entre dureté et laxisme, souplesse et rigidité, le couple Ayrault-Hollande brille par son affligeante nullité et sa constance dans l'échec.

Echec économique tout d'abord : bien loin d'avoir inverser la courbe du chômage - piètre indicateur d'ailleurs -, les pertes d'emplois et les destructions d'entreprises continuent malheureusement d'animer le quotidien décidément moribond des français. GAD, Doux, Alcatel, la Bretagne paraît en première ligne de cette déliquescence économique et le gouvernement, même en "se mettant à son chevet", ne comprend pas que la simple injection monétaire ne sauvera nullement le bateau France, celui-ci ayant besoin d'une réforme institutionnelle, d'une réelle cohérence corporative.

Echec social ensuite : de tous bords, les invectives et les divisions fleurissent. Les français s'entredéchirent sur tous les sujets, les repères naturels ayant été détruits par l'idéologie à l'oeuvre sous ce gouvernement. Mariage, Euthanasie, Drogues, bien des sujets sociaux aujourd'hui survolés mériteraient davantage de courage politique et une sagesse qui, décidément, fait bien défaut à l'actuelle tête de l'exécutif.

Echec législatif enfin : outre l'actuelle gabegie judiciaire - le laxisme le plus éhonté y ayant depuis longtemps remplacé l'intransigeance - ce sont les récurrents aller-retours politiques autour de sujets essentiels qui mettent aujourd'hui en péril la crédibilité même de la Justice française. L'affaire Léonarda, exemple parmi tant d'autres, a été l'occasion pour l'hypoprésident de remettre insidieusement en cause les textes de Loi sur le Droit d'Asile. Les conséquences peuvent en être terribles : les flux migratoires, déjà dangereusement incontrôlés en France, peuvent demain prendre la forme terrifiante du raz-de-marée que décrivait Jean Raspail dans son ouvrage célèbre, *le Camp des Saints*.

De ces trois échecs principaux découlent d'innombrables conséquences, toutes plus dramatiques les unes que les autres. Et les français, bien étourdis par tant de nullité, ne peuvent que se poser cette amère question : l'actuelle débâcle française est elle due à un opportunisme gouvernementale bien impertinent, à la nullité de l'hypoprésident ou à l'intrinsèque impertinence du régime républicain ?



Du fonctionnarisme républicain



« Je pense que la centralisation administrative n'est propre qu'à énerver les peuples qui s'y soumettent, parce qu'elle tend sans cesse à diminuer parmi eux l'esprit de cité »

Alexis de Tocqueville, La Démocratie en Amérique, Vol I, Première partie

Le récent jugement du Conseil Constitutionnel sur la possibilité d'une clause de conscience des élus vis-à-vis de la Loi Taubira a légitimement suscité de nombreux questionnements populaires sur la réelle liberté donnée aux élus locaux. Retoquant la Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC) qui demandait l'annulation de la circulaire du 13 Juin 2013, le Conseil Constitutionnel a jugé « *les dispositions contestées conformes à la Constitution* ».

Franck Meyer, porte-parole du collectif des Maires pour l'Enfance, s'est inquiété de la « *fonctionnarisation de la fonction d'élu* », doux euphémisme pour dénoncer l'absence totale d'indépendance de l'élu local vis-à-vis des décisions étatiques parisiennes. Mais il serait déplacé de considérer cette fonctionnarisation de la fonction d'élu comme récente, imputable au seul gouvernement socialiste du ventripotent Hollande : si celui-ci a l'immense tare d'avoir soumis le gouvernement de la France à une idéologie mortifère et nihiliste, le fonctionnarisme est, pour citer Henri Blerzy, « *l'œuvre des mœurs et non le produit d'un législateur égaré.* »

Le fonctionnarisme moderne pose pour tout préalable électoral une adhésion complète et obligatoire aux lois du Législateur. Logique : le Législateur rousseauiste étant « *quasi-divin par nature* », dixit Rousseau, aucun élu ou représentant de l'Etat ne peut vraiment s'y opposer.

Et la sanction pénale sera évidemment là pour réprimer l'outrecuidant, notamment par l'application de l'article 432-1 du code pénal : 5 ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende.

Mais il faut, pour être encore plus précis, comprendre que **c'est le propre du régime représentatif de consacrer la volonté générale de Rousseau comme seule digne d'intérêt, les volontés particulières**, qu'elles soient d'élus ou pas, n'ont aucune légitimité ou voie d'expression. Comme disait Siéyès : « *Les citoyens qui désignent des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; donc ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. Toute influence, tout pouvoir leur appartient sur la personne de leur mandataire, mais c'est tout.*»

L'élu, comme le citoyen, n'a qu'une liberté de conscience extrêmement limitée, dans les limites de tolérance de l'Etat républicain. Par le fonctionnarisme, l'Etat républicain a même réussi à obliger les fonctionnaires-élus à commettre des actes heurtant leur conscience, sans qu'ils n'aient même pas le droit d'objection, ce qui ôte clairement les derniers doutes sur l'aspect totalitaire de notre actuel système politique.



Léonarda : quand le sentimentalisme bafoue le Droit

La récente expulsion d'une famille de roms, dans le strict respect de la règle de Droit, a suscité l'émotion la plus vive d'une certaine partie de la population française, adepte de l'accueil multilatéral et anarchique de toute la misère du monde sur notre territoire. Léonarda, jeune rom de 15 ans, a donc été amenée à l'éphémère rang d'icône du moment, à l'instar d'un chanteur à midinettes ou d'une candidate de télé-réalité.

Cependant, rien de glorieux, ni de scandaleux, ne se dégage de cette affaire : respectant la Loi sur l'immigration posée par la république, les forces de l'Ordre n'ont commis aucune faute en expulsant la famille Dibrani, comme le confirme d'ailleurs le rapport de l'enquête administrative du 19 Octobre. Même le président Hollande, pourtant fier descendant spirituel de l'immobilisme queuilliste, ne peut qu'admettre le respect de la règle de droit.

Mais là où le bât blesse, là où l'hypocrisie présidentielle franchit le Rubicon, c'est dans cette paradoxale proposition à la jeune fille : « *Si elle le demande, un accueil lui sera réservé, à elle seule* »¹. L'affligeant se même au ridicule, l'aberrant au pitoyable : **en bafouant le caractère général et impersonnel de la règle de Droit, le président la rend illégitime par le fait même**. En effet, si l'exception à la règle est devenue possible, combien d'autres Léonarda pourront s'engouffrer dans la brèche et fouler aux pieds la Loi sur l'immigration ? **Sur les 100 000 immigrés clandestins arrêtés chaque année en France, seuls 18 000 sont aujourd'hui réellement expulsés**. Combien le seront demain ?



Hollande, en cédant le gouvernement français au sentimentalisme bourgeois, foule au pied toute la crédibilité du caractère spécifique de la règle de droit, c'est-à-dire la coercition étatique, la contrainte légitime et obligatoire rendue par l'Etat seul. L'expulsion du territoire en étant sa manifestation tangible et concrète, quelle crédibilité peut on dès lors lui accorder quand le président, tête de l'exécutif français, en prend le parfait contre-pied ?

L'hystérie de la caste bobo-socialiste pourrait paraître risible si elle n'avait eu dans son sillage l'approbation tacite du Président lui-même. La Nation française, par trois fois, s'en trouve donc souillée : par des flux migratoires incontrôlés, par l'impersonnalité bafouée de la règle de droit, par l'absence d'intégrité à la première magistrature de l'Etat.

Léonarda, son père et ses mensonges :

Sa famille n'est pas née au Kosovo : Sa femme et ses enfants sont nés en Italie, où le père a séjourné quelques temps pour y fonder sa famille.

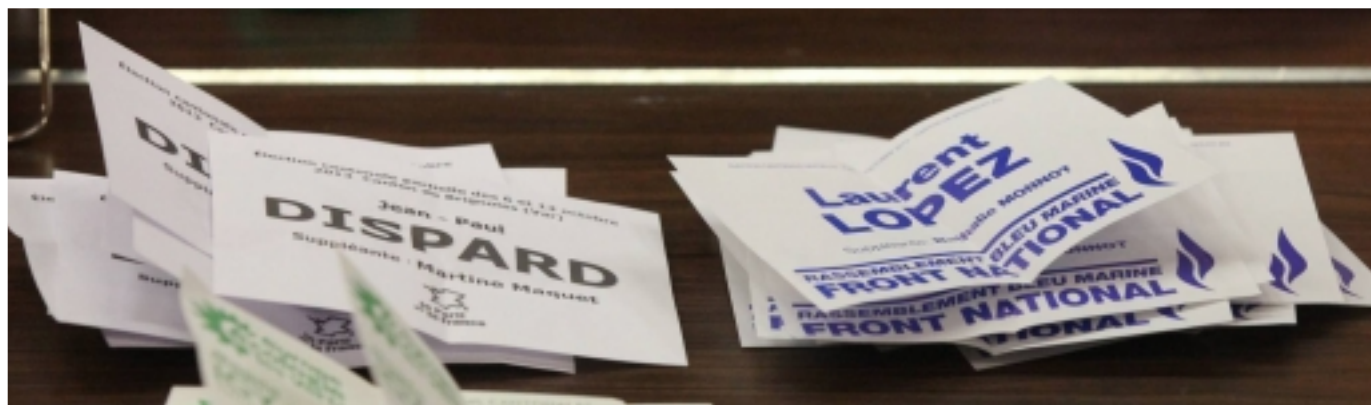
Sa femme est en fait sa compagne : Il ne l'a jamais épousée et, de ce fait, ne peut légitimement la présenter comme son épouse devant la Loi.

Sa demande d'asile pour persécution religieuse n'est pas crédible : Comme l'a remarqué la Cour Nationale du Droit d'Asile : "*Eligible à la nationalité kosovare, le requérant (Resat Dibrani) n'invoquant aucune crainte sérieuse et concrète à l'égard de la République du Kosovo, autre que des faits s'étant produits il y a treize ans dans un contexte de guerre révolu (.) les craintes exprimées par le requérant en cas de retour () ne sont pas fondées*"



Le bal des faux-culs

par Jean-Philippe Chauvin



"la République des partis ne fait guère le jeu de la France et aurait même tendance à la desservir : quand on ne pense qu'au Pouvoir, on perd souvent de vue le Bien commun..."

C'était un dimanche électoral sans de grands enjeux mais les médias lui ont accordé un intérêt tout particulier, au point d'en faire des « éditions spéciales » tout au long de la soirée et de montrer, sans doute à leur corps défendant, quelques travers de la politique contemporaine : la République n'en sort pas grandie, et je ne parle pas ici électoralement mais bien politiquement et, d'une certaine manière, moralement...

D'abord, l'élection cantonale de Brignoles, dans le Var, remporté par le candidat du Front national : ce qui n'était qu'une élection partielle dans le Var s'est avérée riche d'enseignements sur la montée des mécontentements et la déception de ceux qui, en 2012, avaient espéré en François Hollande et ses promesses d'en finir avec la crise économique et, surtout, de rétablir une certaine justice sociale.

De plus, il est intéressant de constater que, en définitive, la hausse de la participation électorale ne désavantage pas forcément le Front national qui, au contraire, joue sur la « mobilisation anti-FN » dénommée « Front républicain » (comme si le FN ne se prétendait pas et n'était pas, lui-même, républicain à travers son programme...). Quant aux partis dits de gouvernement, ils semblent jouer à se faire peur quand, en fait, **la montée du Front national arrange bien les affaires d'un François Hollande qui se verrait bien réélu grâce à un deuxième tour d'élection présidentielle qui l'opposerait à Marine Le Pen** (les discours en ce cas de figure pour 2017 sont déjà prêts comme l'a incidemment avoué le porte-parole du Parti socialiste David Assouline

lors d'un récent entretien...) et que les partisans de l'UMP croient y trouver un « réservoir de voix » pour de prochaines élections « sérieuses » (c'est-à-dire, selon eux, autres que les européennes ou les cantonales...).

En somme, les cris d'orfraie des grands partis politiques me semblent bien hypocrites, tout comme me semblent bien vaines (mais l'hypocrisie en moins !) les illusions des militants du Front national qui oublient combien les précédentes ascensions électorales de leur parti préféré se sont toutes terminées par des scissions qui réduisaient à néant tous leurs espoirs immédiats ou par des « récupérations » qui les laissaient Gros-Jean comme devant, comme l'a montré l'habile campagne en ce sens de Nicolas Sarkozy en 2007... La politique est cruelle, et l'histoire encore plus !

Ce qui est certain **c'est que la République des partis ne fait guère le jeu de la France et aurait même tendance à la desservir : quand on ne pense qu'au Pouvoir, on perd souvent de vue le Bien commun...**

Dans la soirée d'hier, j'ai entendu plus de plaintes et de grondements que de propositions concrètes de la part des représentants d'un Pays légal aux abois ! Or, l'électeur qui est aussi un contribuable ou un travailleur, de plus en plus souvent sans emploi, attend des paroles de réconfort et des actes forts de la part de ceux qui gouvernent, et non des menaces contre ceux qui sont encore bien loin des allées du Pouvoir. En paraphrasant le baron Louis, on pourrait dire aux soutiens (é)perdus du gouvernement Ayrault : « **Faites de bonne politique, vous aurez de bonnes élections** »... On en est loin, là aussi !



Autre fait, tout aussi révélateur : la primaire socialiste de Marseille et la colère de cette ministre arrogante qui semblait ne pas comprendre et encore moins accepter que les électeurs aient pu la renvoyer à ses activités ministérielles parisiennes sans trop d'égards ! Son discours si peu mesuré contre l'une de ses concurrentes plus heureuse était de ceux que l'on réserve d'ordinaire à ses ennemis et non à ses collègues de parti : mais la victoire (provisoire, car il y a un second tour dimanche prochain) de la sénatrice Samia Ghali sonnait aussi et peut-être surtout comme un désaveu cinglant de la politique gouvernementale, de moins en moins comprise et appréciée de ceux qui, il y a un an et demi, ont voté pour François Hollande et qui ne se retrouvent pas dans sa politique d'aujourd'hui.

J'avoue avoir été particulièrement choqué par l'attitude de la ministre incapable de reconnaître sa défaite (ce qui n'enlève rien aux possibilités de quelques « arrangements » de la part de la gagnante du soir...) et de se plier à ce qu'elle et ses collègues ne cessent d'ordinaire de vanter tout en s'en réclamant, c'est-à-dire la démocratie électorale... Ne sont-ce pas les mêmes d'ailleurs qui, sur les plateaux de télévision, ce même dimanche soir, en appelaient aux « valeurs républicaines » à Brignoles et pour le reste de la France ? A voir le décalage entre leurs grands discours et leurs attitudes si peu honorables de « mauvais perdants », je me dis que, décidément, je ne serai jamais assez hypocrite pour être républicain...

Jean-Philippe Chauvin

Quand la Politique devient un métier...

C'est sans nul doute l'une des plus grandes tares politiques de notre ère : la politique, en son sens premier, n'est plus une vocation altruiste qui vise à poser les bases du Bien Commun. Pourrie par l'arrivisme et l'égotisme, elle est devenue un métier, une niche sociale pour une poignée d'individus que l'on retrouve aisément aux différents postes et échelons de la république.

Prévisible, cette décrépitude politique soulève d'intéressantes inquiétudes au sein même des rangs républicains, comme le démontre le dernier numéro du Cri du Contribuable, intitulé "Profession Politicien". Ici, point de populismes névrosés, point de querelles partisans et stériles : la crise économique a poussé les plus honnêtes personnes à s'intéresser aux privilégiés du système, à ceux qui demandent aux autres de serrer leurs ceintures quand Byzance s'ouvre à eux.



La République se fonde sur la soif populaire pour l'égalité, comme disait Alexis de Tocqueville. Or, c'est ce même peuple qui, toujours par souci d'égalité, s'insurge contre ses représentants qui votent, en catimini, les nouvelles taxes pour payer leurs avantages.

Il serait grand temps de redonner à la politique ses lettres de Noblesse, en lui rendant sa véritable place : fini les grandes écoles et les places dorées, fini les copinages et les pistons exécrables. La politique doit s'adapter aux véritables soifs populaires : celle de l'autorité en haut, et celle des libertés en bas, retrouvant par là même l'essence monarchique.

Citation royaliste du mois :

"La monarchie, quand elle est dynastique, peut associer aux lourdes garanties de stabilité qu'elle porte en elle un esprit de réforme qui ne s'embarrasse outre mesure ni des situations acquises ni de la crainte de jeter le trouble dans l'administration."

Charles Maurras, Kiel and Tanger



L'Épargne, l'ultime cible fiscale

Le voile n'aura tenu que quelques semaines, pour les observateurs les plus crédules : la pause fiscale, promise la main sur le cœur par nos gouvernants, aura rejoint le tas grandissant des promesses politiques non tenues par ce gouvernement. L'examen de la partie « recettes » du projet de Loi de Finances 2014 aura donné l'occasion aux socialistes de démontrer leur fabuleuse stupidité en réalisant l'exploit – chose assez rare pour être soulignée – de former l'unanimité contre leurs décisions, faisant sortir les associations les plus policées de leurs gonds.

L'AFEP, association des entrepreneurs privés, est donc récemment montée au créneau en dénonçant, par la voix de Pierre Pringent, Directeur Général de Pernod-Ricard, « un problème de compréhension de la politique économique qui est menée. Il y a trop de zigzags. Il y a une instabilité juridique forte. Tout cela nourrit inmanquablement la défiance, qui peut conduire à l'exaspération ». Sans compter les nouvelles taxes pour les entreprises contenues dans la prochaine Loi des Finances, dont les fameuses Taxes sur



Mais les particuliers ne sont évidemment pas en reste : Selon le Figaro, ce sont près de **6.3 milliards de nouveaux prélèvements** – hausses sur les cotisations retraites par exemple - sur les ménages et entreprises qui sont prévus. L'Épargne devient ainsi une des nouvelles cibles principales du rouleau compresseur fiscal, l'uniformisation des prélèvements sociaux à 15.5% pour les produits de placements (PEA, PEL et assurances vies) devant rapporter, selon les estimations, 600 millions d'euros en 2014.

A l'heure où le Ministre Sapin annonce le flop généralisé de la mesure-phare du gouvernement, le fameux Contrat de Génération (à peine 13 000 demandes d'aides pour un objectif à 75 000 en mars 2014), la catalyse de la spirale taxatrice prend une tournure dangereusement suicidaire. **Folie fiscale qui souhaite combler un tonneau des Danaïdes en pressurant, chaque jour davantage, les acteurs économiques, le nouveau Projet de Loi des Finances porte aux nues la vindicte anti-épargne des**

l'Excédent Net d'Exploitation (ENE) et surtaxes de l'Impôt sur les Sociétés (10.7 contre 5% actuellement) notamment.

actuels gouvernants, ceux-ci ne comprenant pas qu'ils scient ainsi la branche sur laquelle repose l'édifice économique tout entier.

« L'épargne est l'origine du capital comme elle est la justification morale du capitalisme, puisqu'elle représente une privation, un effort et même un sacrifice. Car celui qui ne consomme pas tout ce qu'il a gagné pense aux autres au lieu de penser à lui-même. Il pense à ses enfants, à ses successeurs. Il pense, sans le savoir à tout le monde. Il n'y a eu de civilisation qu'à partir du jour où des hommes, au lieu de manger tout le gibier de leur chasse et de se gaver, ont fumé ou salé de la viande, ce qui a permis à la tribu de se livrer à d'autres travaux. »

L'Action française du 6 juin 1925, Jacques Bainville.



Estrela, la pierre qui a fait dérailler le Genre

Les multiples victoires de l'idéologie du Genre au sein de la législation française ont certainement eu raison du courage et de la pugnacité d'un grand nombre de français de bonne foi, désespérant désormais d'un ultime sursaut d'intelligence politique de nos gouvernants impénitents. Le Rapport Estrela, c'est-à-dire la Proposition de résolution « *Sur la Santé et les Droits Sexuels et Génésiques* », semblait devoir une nouvelle fois s'inscrire comme une victoire de l'idéologie mortifère sur le bon sens et le Droit Naturel... Et pourtant, d'une courte majorité (351 Pour / 319 Contre), le renvoi du Rapport a été voté et ce texte scandaleux a de grandes chances de terminer son parcours au fond d'un tiroir.



La « grande victoire » dont parlait Ludovine de la Rochière n'est pas un euphémisme : **ce texte prévoyait en effet l'expansion de l'idéologie du Genre dans le domaine éducatif et une augmentation de la promotion de « la procréation pour tous »** et, en premier lieu, de la Procréation Médicalement Assistée pour les « couples » lesbiens.

Bien évidemment, ce coup d'arrêt à l'expansion du Gender au sein des consciences européennes n'est qu'une petite pierre, une courte victoire du Bon Sens sur l'idéologie. Les conclusions de l'autosaisine du Conseil Economique et Social (CESE), rendues en cette fin du mois d'Octobre, parlent d'elles-mêmes : de simples questionnements suintant la couardise la plus infâme, une autre manière de botter en touche. Si, pour l'instant, la question de la PMA n'est pas apparue dans le cadre de la Loi sur la Famille, prévue en mars 2014 au bas mot, elle reste tout de même cruellement d'actualité, comme le montrent les déclarations d'un certain nombre de députés aux journées parlementaires socialistes du 24 Septembre dernier.

« Le désespoir est en politique une sottise absolue »

Charles Maurras

« On dit souvent que la force est impuissante à dompter la pensée ; mais pour que soit vrai, il faut qu'il y ait pensée. Là où les opinions irraisonnées tiennent lieu d'idées, la force peut tout. »

Simone Weil, *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale*

Les chiffres du mois

595 000 euros

C'est le montant total du coût de l'accueil de la famille de Léonarda Dibrani pendant les 4 ans où ils restèrent en France.

600 000

C'est le nombre d'élus que possède la France. Avec avantages et privilèges qui vont avec les postes...

36 000 euros

Coût d'un aller-retour de l'Elysée vers Bruxelles en mai dernier...



Approche holiste du nationalisme maurrassien

Il peut paraître anachronique de vouloir étudier le nationalisme intégral maurrassien, défini dès les premières années du XX^e Siècle, en prenant le prisme du holisme (du grec ancien holos « la totalité »), terme moderne employé au cours des années 1920, notamment par Jan Christiaan Smuts en 1926 dans son ouvrage *Holism and Evolution*. Pourtant, une telle analyse reste forte intéressante car elle apporte un nouvel éclairage sur le nationalisme maurrassien.

Emile Durkheim, dans son ouvrage *Les Règles de la méthode sociologique*, expliquait que « *La cause déterminante d'un fait social doit être recherchée par rapport aux faits sociaux antérieurs et non parmi les états de conscience individuelle* ». L'analyse holiste part donc du global (institutions, culture) pour expliquer le local, ce que Maurras écrivait dans son article Du Bien de Tous :

« *La société se compose de familles, de groupes, d'organisations et non d'individus* »

En ce sens, **le nationalisme intégral tend à développer une approche holiste de la Nation et rejette l'individualisme méthodologique**, notamment porté par le sociologue Max Weber. Cette vision individualiste avait d'ailleurs été déjà dénoncée par René de la Tour du Pin dans son ouvrage la Restauration Française :

« *Tout se tient : tant que l'unité politique sera l'homme asocial, l'individu dépouillé de tout ce qui le place dans la société, l'ordre politique sera uniquement démocratique, c'est-à-dire sans rapport avec l'ordre social, donc absurde en principe et tyrannique en fait.* »

Le nationalisme d'Action Française pose comme principe premier la défense du Tout avant celles des parties, mais également en principe secondaire l'intrinsèque lien de la Nation avec les parties qui la compose.

« *La nation passe avant tous les groupes de la nation. La défense du tout s'impose d'abord aux parties. [...] Nous sommes nationalistes : par conséquent préoccupés de la santé, de la vigueur de nos éléments sociaux.* »

L'ensemble des « *petites républiques locales et professionnelles* » étant dès lors fédérée sous l'autorité protectrice du Roi, centre vivant de la Nation, il en découle une réelle unité nationale qui, pour reprendre la classification Tönnisienne, mène à la fondation d'une Communauté (organisation fondée sur la volonté organique de préservation des tissus sociaux), en opposition à la Société (organisation fondée sur l'individualisme et la volonté réfléchie).

Agenda



Vendredi 15 Novembre

Réunion Publique :
"Le Printemps des Libertés"

Avec Béatrice Bourges,
Porte Parole du Printemps Français
Porte Parole du Collectif pour l'Enfance

Rendez vous à 20 h 15 ; Salle Nord
73 Avenue du Bout des Landes à Nantes

PAF : 2 euros